



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/46/648

25 novembre 1991

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session
Point 37 de l'ordre du jour

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

Coordination de la conduite des organismes des Nations Unies
dans les ~~quest~~ ~~ns~~ ayant trait à l'Afrique du Sud

Rapport du Secrétaire général

1. A sa quarante-cinquième session, l'Assemblée générale a adopté par consensus la **résolution 45/176** A du 19 décembre 1990, dans laquelle elle a, entre autres, prié le Secrétaire général d'assurer la coordination des activités des organismes des **Nations Unies** liées à l'application de la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrice en Afrique australe et de lui rendre **compte** à sa quarante-sixième session. Le présent rapport fait suite à cette demande.
2. L'Assemblée générale a, depuis 1965, défini de **diverses** manières la conduite et les activités des organismes des Nations Unies face à l'Afrique du Sud sous régime d'apartheid. **sa** préoccupation essentielle, qui est **évidente** dans les résolutions adoptées jusqu'à présent, a été que les **organismes** des Nations Unies suivent l'évolution de la campagne internationale pour isoler l'Afrique du sud et que les actions soient concertées et coordonnées, de **manière** à éviter les incohérences et les doubles emplois.
3. Compte tenu de la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique du Sud, reproduite en annexe à la résolution S-1611 de l'**Assemblée** générale, en date du 14 décembre **1989**, adoptée par consensus, et des événements récents à l'intérieur de l'Afrique du Sud, le Secrétaire général a été invité à faciliter tous les efforts axés sur l'élimination pacifique de l'apartheid, à suivre l'application de la Déclaration et à faire rapport à ce sujet et à fournir l'assistance voulue.

4. Le Secrétaire général a soumis à l'Assemblée générale deux rapports intérimaires sur l'application de la Déclaration (**A/44/960** et **Add.1 à 3 et A/45/1052**). Le premier contenait les conclusions d'une mission qu'il avait dépêchée en Afrique du Sud en juillet 1990 pour obtenir des renseignements de première main sur les derniers événements dans le pays. Le second, publié en septembre 1991, était fondé sur les vues des gouvernements et de divers autres interlocuteurs, notamment des partis, mouvements et organisations politiques que l'équipe des Nations Unies avait rencontrés au cours de sa mission, sur la situation d'ensemble dans le pays et sur les progrès réalisés dans l'application de la Déclaration depuis la publication du premier rapport.

5. Ainsi que le Secrétaire général l'a dit dans son deuxième rapport intérimaire (**A/45/1052**), la communauté internationale devra ajuster avec précision son attitude face au processus complexe et délicat qui se déroule en Afrique du Sud. Outre qu'ils ont apporté leur concours dans le retour des exilés, les organismes des Nations Unies préparent une réponse concertée aux demandes d'assistance déjà reçues et attendues, notamment des secteurs les plus défavorisés de la société. Le Secrétaire général, pour sa part, a réaffirmé qu'il était prêt à aider, si on le lui demandait, à faciliter le processus et à apporter une assistance au cours de la période de transition et au-delà.

6. En 1990, l'Assemblée générale a, dans sa résolution **44/244** du 17 septembre 1990, qu'elle a adoptée par consensus, notamment prié "instamment la communauté internationale et le Secrétaire général, par l'intermédiaire des institutions spécialisées des Nations Unies, de fournir toute l'assistance possible pour faciliter la réinstallation des organisations politiques qui avaient été interdites en Afrique du Sud, ainsi que la réinsertion des prisonniers politiques libérés". L'Assemblée a également prié "le Secrétaire général, par l'intermédiaire des institutions spécialisées compétentes des Nations Unies, de fournir toute l'aide nécessaire au retour volontaire, dans la sécurité et la dignité, des réfugiés et exilés politiques sud-africains". Suite à cette résolution, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a signé avec le Gouvernement sud-africain, le 4 septembre 1991, un mémorandum **d'accord établissant** les paramètres de la participation du HCR au rapatriement volontaire.

7. L'Assemblée générale ayant demandé, dans sa résolution **45/176 A**, "d'assurer la coordination **des** activités des organismes des Nations Unies liées à l'application de la Déclaration..." et, ayant prié, dans sa résolution **45/176 E**, "tous les organes et organismes des Nations Unies d'aider le Comité spécial et le Centre contre l'apartheid à faire en sorte que les **résolutions** de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité soient appliquées de façon cohérente et mieux coordonnée, en utilisant au mieux les ressources disponibles et en évitant des doubles emplois", le Secrétaire général a également saisi le Comité administratif de coordination (CAC) de cette question.

8. En avril 1991, le CAC a adopté la décision **1991/7** (voir annexe II ci-dessous), qui énonce des lignes directrices pour coordonner l'attitude des organismes des Nations Unies à l'égard des questions relatives à l'Afrique

du Sud. Ces lignes directrices demeurent en vigueur sous réserve des décisions que l'Assemblée générale pourrait prendre **en** la **matière** à sa quarante-sixième session et à ses sessions ultérieures.

9. Toujours pour répondre au souci de coordination, le Centre contre l'apartheid a organisé les 1^{er} et 2 octobre 1991 une réunion avec tous les principaux organes et organismes des Nations Unies. Il s'agissait d'échanger des informations sur les activités en cours ou prévues concernant l'Afrique du Sud, de créer une **instance** de collaboration suivie en la matière et d'examiner un séminaire qui aurait lieu au début de 1992 sous les auspices du Comité spécial contre l'apartheid pour déterminer comment les organismes des Nations Unies peuvent ensemble aider les efforts faits pour éliminer les inégalités socio-économiques patentées en Afrique du Sud pendant la période intérimaire et, surtout, une fois que l'Afrique du Sud sera une démocratie véritable, unie et non raciale.

10. On trouvera **à** l'annexe 1 au présent rapport une description des activités en cours ou prévues des organes compétents des Nations Unies.

ANNEXE 1

**Activités des organismes et offices des Nations Unies
en ce qui concerne l'Afrique du Sud*****A. Centre des Nations Unies contre l'apartheid**

1. Depuis l'adoption, par **consensus**, de la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe (voir la résolution S-16/1 de l'Assemblée, en date du 14 décembre 1989, le rôle du Centre des Nations Unies contre l'apartheid a commencé de charger : au lieu d'être principalement un centre de liaison et un défenseur de la campagne internationale contre l'apartheid, il participe plus activement à la recherche d'une solution pacifique au conflit en Afrique du Sud. Depuis que le Gouvernement sud-africain a annoncé son intention d'abolir le régime d'apartheid, des contacts de travail ont été établis entre le Centre et des représentants du Gouvernement sud-africain. Le Centre a également participé à la préparation et au déroulement de la mission d'enquête envoyée en juin 1990 par le Secrétaire général aux fins d'établir son rapport à l'Assemblée générale sur l'application de la Déclaration, ainsi qu'à l'établissement du deuxième rapport (voir A/44/960 et Add.1 à 3 et A/45/1052).

2. Le Centre des Nations Unies contre l'apartheid continue de mener des recherches approfondies sur tous les aspects sociaux, économiques et politiques de la **société** sud-africaine, ainsi que sur leur évolution actuelle, et à cette fin maintient un vaste réseau de contacts avec des institutions et organisations non gouvernementales et avec des particuliers qui, en Afrique du Sud et à l'étranger, apportent activement leur concours aux changements en cours. Dans ce contexte, il a intensifié ses contacts avec l'**African** National Congress of South Africa (ANC), le Panafricanist Congress of Azania (ANC) et d'autres partis et il a établi des relations de travail avec des représentants du Gouvernement sud-africain.

3. Le Centre assure également le service d'un certain nombre d'organes intergouvernementaux. Il s'agit, outre le Comité spécial contre l'apartheid, du Groupe intergouvernemental chargé de surveiller la fourniture et la livraison de pétrole et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud et de la Commission **contre** l'apartheid dans les sports, du Conseil d'administration du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'**Afrique** du Sud et du Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

* Les renseignements contenus dans la présente annexe sont tirés des communications des organismes et offices en cause.

4. **Conformément** au programme de travail du Comité spécial contre l'apartheid, le Centre a organisé **en** 1991 des conférences, tables rondes, séminaires et consultations, **dont deux** présentent un intérêt particulier dans le contexte de la coordination : la Conférence internationale sur les besoins des victimes **de** l'apartheid **en** Afrique du Sud dans le **domaine** de l'enseignement, organisée **à** Paris, du 22 au 24 juin, **en** collaboration avec **l'Unesco** et **le** Comité consultatif du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe **a/** et un séminaire qui se tiendra au début de 1992, sous l'égide du **Comité** spécial contre l'apartheid, sur le rôle que les organismes des Nations Unies pourraient jouer pour aider **à** corriger les **inégalités** socio-économiques en Afrique du Sud. En outre, les 1^{er} et 2 octobre 1991, **le** Centre a tenu, avec les centres de liaison désignés de plusieurs organismes et offices qui **exécutent** des programmes ou ont planifié des activités intéressant l'Afrique du Sud, **des** consultations pour déclencher **le** processus **d'échange** régulier d'informations, à examiner **les mécanismes** de coordination **à l'échelle** du système les plus appropriées dans ce domaine et commencer les préparatifs du séminaire mentionné plus haut. Ont participé **à** ces consultations les organismes et offices ci-après : **le** département de la coopération technique pour **le** développement, le Centre des Nations Unies sur les sociétés **transnationales**, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), **le** Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la CNUCED, le Fonds des **Nations** Unies pour la population (**FNUAP**), le Haut **Commissariat** des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), **le** Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation internationale du Travail (OIT), **l'Unesco**, l'Organisation mondiale **de** la santé (OMS), la Banque mondiale, le Centre pour les droits de l'homme et **l'Office** des Nations Unies **à** Genève.

5. Le Centre administre plusieurs fonds d'affectation spéciale, dont deux intéressent directement la question examinée :

a) Le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe **a**, avec l'appui technique du Département de la coopération technique pour le développement, fourni jusqu'à une date récente une assistance en matière **de** formation **à** des étudiants **namibiens** et sud-africains **à** l'étranger. Il continuera d'apporter une aide limitée **à** la Namibie pendant la période de transition. Compte tenu de l'évolution récente de la situation **en** Afrique du Sud, il est en train **de** réorienter son action de manière **à** aider **davantage** les étudiants venant d'Afrique du Sud et, **le** moment venu, son assistance sera fournie en Afrique du Sud même;

b) Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Afrique du Sud, qui fournit une assistance juridique, humanitaire et financière aux victimes de l'apartheid, est également en train de réévaluer son mandat afin de mieux **tenir** compte des nouvelles **réalités** de l'Afrique du Sud et de s'adapter **au** nouveaux besoins et priorités.

6. Il est **à** noter que toutes les activités du Centre découlent de l'évaluation politique d'ensemble **de** la situation en Afrique du Sud **à** laquelle procède en permanence **le** Comité spécial contre l'apartheid. Pour l'instant, si des progrès indéniables ont été réalisés en Afrique du Sud vers

l'élimination de l'apartheid, le système d'apartheid est encore en place. Il reste donc **nécessaire** de maintenir une pression internationale sur le Gouvernement sud-africain et d'accroître l'aide aux opposants de l'apartheid et aux secteurs défavorisés de la société sud-africaine, pour que les objectifs de la Déclaration **soient** réalisés dans les meilleurs délais et de la manière la plus pacifique possible.

B. Département des affaires économiques et sociales internationales

7. Le Département ne participe actuellement à aucune activité concernant l'Afrique du Sud. Il serait **néanmoins** prêt à contribuer à l'aide que les **organismes des Nations Unies** pourraient fournir à l'Afrique du Sud quand elle deviendra démocratique.

C. Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales

8. Au cours des années, le Centre a exécuté sa part des activités concernant l'apartheid en Afrique du Sud, comme suite aux résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil **économique** et social et de la Commission des sociétés transnationales. Il a **notamment** rédigé des **études** sur le rôle des sociétés transnationales dans l'économie sud-africaine, sur leurs liens avec le **système** d'apartheid et **sur** l'application des décisions et recommandations de **l'ONU** concernant **les** sanctions et les désinvestissements.

9. En plus de ces études, le Centre a tenu à deux reprises, en 1985 et en 1989, des auditions publiques, **conduites** par un groupe de personnalités éminentes, sur les activités des sociétés transnationales en Afrique du Sud et en Namibie. A l'issue de **ces** auditions, des recommandations ont été formulées en vue d'une action internationale concertée pour éliminer l'apartheid, y compris une assistance technique et des programmes d'enseignement à l'intention des ressortissants et organisations d'Afrique du Sud, afin de leur permettre de participer activement au gouvernement d'une Afrique du Sud post-apartheid.

10. Le Centre des Nations Unies sur les **sociétés** transnationales a reçu de **l'ANC** une demande d'assistance concernant la formulation d'un code des investissements et d'autres **moyens** d'agir sur le rôle des sociétés transnationales dans une Afrique du Sud post-apartheid. Un projet a donc été mis sur pied dans le cadre des efforts **ménés** par les Nations Unies pour éliminer le **système** d'apartheid en Afrique du Sud.

11. L'objectif premier de ce projet est d'aider **l'ANC** à renforcer ses institutions et ses moyens de décision dans le domaine des investissements étrangers directs et des transferts de technologie, de manière à pouvoir participer pleinement et efficacement à la **formulation** et à l'application de politiques orientées vers le **développement** dans une Afrique du Sud post-apartheid.

12. **L'ANC** et le Centre sur les sociétés transnationales ont tenu des entretiens préliminaires sur les grandes lignes d'un programme global d'assistance technique.

13. La première phase consistera à formuler un code des investissements pour une Afrique du Sud post-apartheid. Un projet de déclaration de principe sur les investissements est en cours de **rédaction** et sera examiné par les instances de **l'ANC**. Plusieurs séminaires et ateliers seront organisés à cet effet. Le projet sera alors remanié en fonction des débats qui auront eu lieu pour examen et adoption par les dirigeants de **l'ANC** sous la forme d'un code des investissements. Sur cette base, une réglementation plus détaillée des investissements pourrait être établie pour les différents secteurs de l'économie sud-africaine.

14. La deuxième phase (**à plus long terme**) du projet consistera en une série d'études plus approfondies,, qui devraient compléter et consolider les travaux sur le code des investissements, et développer les moyens dont dispose- **l'ANC** - structures et ressources humaines - de faire face à toute la gamme des questions relatives aux investissements. **Il** pourrait être nécessaire de détacher un représentant de **l'ANC** auprès du Centre des sociétés transnationales pour faciliter la gestion et l'exécution d'ensemble de ce projet.

D. Département de la coopération technique pour le développement

15. Le Département a pour politique d'appuyer les résolutions de l' **Assemblée** générale contre l'apartheid, ainsi que les **recommandations concernant une conduite** coordonnée des organismes des Nations Unies face **aux** questions intéressant l'Afrique du Sud et la Namibie.

16. Le Service des marchés et des achats du Département a pour politique bien arrêtée de ne **pas** acheter, directement ou indirectement, de produits sud-africains et de ne pas accorder de contrats ou de facilités aux sociétés qui **ont des** activités en Afrique du Sud. Cette politique est énoncée, sous forme de clause type, dans ses formulaires d'avis d'appel **d'offres** et d'ordre d'achat, ainsi que dans tous les contrats passés par le Service des marchés et des achats.

17. Par l'intermédiaire du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, **le** Service des bourses du Département continue de fournir une assistance en matière d'enseignement **à** des ressortissants sud-africains et namibiens dans le monde entier. La coopération avec des services du bourses d'études, des **établissements** d'enseignement, des fondations et des organismes gouvernementaux s'est encore développée. En 1989 et 1990, le Service a accordé 1 200 bourses d'études, 361 **à** des Namibiens et 839 **à** des Sud-Africains.

E. Département de l'information

18. L'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'assurer l'efficacité de l'action du Département de l'information et la diffusion d'informations sur l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies dans **la** lutte contre la **pclitique** et les pratiques d'apartheid, en ayant dûment **à** l'esprit les mesures unilatérales et la censure officielle imposées aux médias nationaux et internationaux pour **tous** les aspects de cette question.

19. En 1990 et 1991, le Département a continué de promouvoir la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe adoptée par l'Assemblée générale, principalement par la campagne d'information construite autour de l'exposition de photographies organisée conjointement par le Centre contre l'apartheid et le Département sous le titre "L'apartheid en Afrique du Sud". Etant donné l'évolution rapide de la situation en Afrique du Sud, cette exposition a été constamment mise à jour pour rendre compte de faits nouveaux. Elle a **été présentée**, dans différentes langues (anglais, espagnol, français et allemand), dans les pays suivants : Allemagne, Argentine, Autriche, Colombie, Cuba, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse. Elle est actuellement **montée** dans les pays suivants : Canada, Chili, Etats-Unis d'Amérique, **Pérou** et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Des activités de promotion - séminaires, diffusion de brochures et d'autres matériels d'information, et conférences de presse - étaient organisées par l'intermédiaire des centres et services d'information des Nations Unies au moment où se tenait l'exposition, afin de renforcer **le message**, inspiré de la Déclaration de **l'Assemblée** générale, ainsi transmis.

20. Le Département a largement diffusé, en sept langues, l'affiche "Pour une Afrique du Sud unie, non raciale et démocratique", qu'il avait produite pour la Journée internationale pour **l'élimination** de la discrimination raciale, célébrée le **21** mars. Cette affiche a aussi été largement reproduite sur carte postale, également en sept langues.

21. En consultation avec **le** Centre contre l'apartheid, le Département a continué de promouvoir la **Déclaration** de l'Assemblée générale sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe, en faisant connaître les rapports du Secrétaire général **sur les** progrès réalisés dans l'application de la Déclaration, publiés l'un en 1990 et **l'autre** en 1991.

22. Fidèle à sa pratique de diffusion multimédia de l'information, le Département a rendu compte des réunions du Comité spécial contre l'apartheid et du Centre contre l'apartheid par la télévision, la presse, la photographie et la radio. En 1990 et 1991, il a publié 151 communiqués de presse en anglais et en français sur la question de l'apartheid et il a produit 1 365 programmes radiodiffusés d'information en anglais, afrikaans, sesotho, setswana, xhosa et **zoulou**. Ces programmes ont **été** envoyés à des stations de radio qui peuvent être captées en Afrique du Sud et dans les pays voisins, ainsi qu'à des **stations ailleurs** dans le monde.

23. En 1990 et 1991, le Département a tenu deux réunions d'information spéciales à l'intention de 1 500 organisations non gouvernementales affiliées auprès de l'organisation des Nations Unies et quatre films vidéo sur l'apartheid ont **été** projetés à cette occasion. Au cours de la **même** période, le Département a **adressé** aux organisations non gouvernementales six envois de publications relatives à la question de l'apartheid et il a produit deux programmes de la Chronique mondiale télévisée (World Chronicle TV), dont l'un montrait le Président du Comité **spécial** contre l'apartheid traitant des événements récents en Afrique du Sud, et l'autre, le **Secrétaire** général **adjoint** chargé du Centre contre l'apartheid parlant de **l'ONU** et l'apartheid.

F. Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme

24. Dans sa résolution **45/176** A, intitulée "Action internationale en vue d'éliminer l'apartheid", l'Assemblée générale a demandé que les mesures visant à éliminer l'apartheid soient maintenues et a engagé tous les Etats, organisations et institutions à accroître leur aide et leur soutien économiques, humanitaires, juridiques, éducatifs et autres aux victimes de l'apartheid et à tous **ceux**, y compris les organisations précédemment interdites, qui s'opposent à l'apartheid et militent pour une société sud-africaine unie, non raciale et démocratique.

25. Les organes des Nations Unies spécialisés dans les droits de l'homme ont continué de multiplier leurs efforts pour mettre fin à l'apartheid. On peut mentionner à ce propos les rapports du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe, les activités de la Commission des droits de l'homme ayant trait à l'application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression des crimes d'apartheid, les rapports du Rapporteur spécial sur les **conséquences** néfastes, **pour** la jouissance des droits de l'homme, de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste d'Afrique du Sud ou encore les activités menées dans le cadre de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Divers **rapports** détaillés sur ces activités ont **été** soumis à l'Assemblée générale.

26. Dans le cadre du Programme de services consultatifs et d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, le Centre des **droits** de l'homme a, suite 8 la demande de l'Assemblée générale, cherché les moyens d'aider ceux qui **oeuvrent** pour une Afrique du Sud unie, non raciale et démocratique. Après des consultations approfondies et en étroite coopération avec le Centre contre l'apartheid, le Centre des droits **de** l'homme et le Conseil oecuménique des Eglises ont décidé d'organiser un séminaire relatif aux normes internationales en matière de droits de l'homme et au droit constitutionnel. Il s'agissait de réunir des spécialistes sud-africains participant à l'établissement du projet de nouvelle constitution et des experts internationaux afin d'examiner comment **le** droit constitutionnel peut refléter les normes internationales en matière de droits de l'homme.

27. Ce séminaire, qui s'est tenu à Genève du 17 au 20 juin 1991, a été ouvert par M. Jan Martenson, Secrétaire **général** adjoint aux droits de l'homme, et par M. Emilio Castro, Secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises. Trente-trois personnalités sud-africaines qui participaient à l'élaboration de la nouvelle structure constitutionnelle du pays y ont assisté à titre personnel. Elles venaient de milieux très divers de la société sud-africaine. Dix éminents experts internationaux ont été invités à présenter des communications et à conduire les débats sur les normes internationales en matière de droits de l'homme **et** sur les moyens d'intégrer ces **normes** au droit constitutionnel. M. Keba **M'Baye**, ancien **juge** à la Cour internationale de Justice et ancien Président de la Commission **des** droits de l'homme, a fait la conférence liminaire intitulée "Normes internationales en matière de droits de l'homme et droit constitutionnel, eu égard en particulier à l'indépendance du système judiciaire". Les conférences ci-après ont également été prononcées :

a) *'Protection constitutionnelle des droits économiques, sociaux et culturels internationalement garantis*', par M. **Cornelis** Fliuterman, professeur de droit à l'Université du Limbourg et membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités;

b) "Institutions **nationales** pour la protection et la promotion des **droits** de l'homme : le médiateur", par M. Arne **Fliflet**, médiateur parlementaire de la Norvège;

c) "Protection constitutionnelle des droits civils et politiques internationalement garantis", par M. Marc Bossuyt, professeur de droit international à l'Université d'Anvers, ancien Président de la Commission des droits de l'homme;

d) "Garanties constitutionnelles des droits de l'homme, notamment recours judiciaires", par M. Christian Tomuschat, membre de la Commission du droit international, ancien membre du Comité des droits de l'homme;

e) "Droit constitutionnel, égalité, non-discrimination et élimination de toutes les formes de discrimination raciale", par M. Isi Foighel, membre du Comité pour **l'élimination** de la discrimination raciale;

f) "Protection constitutionnelle des droits garantis par le Code international du travail", par M. Neville Rubin, haut fonctionnaire, Service de l'égalité des droits, Bureau international du Travail;

g) *'Protection constitutionnelle des droits des minorités', par M. Asbjorn Eide, membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités:

h) "Garanties constitutionnelles pour l'indépendance du système judiciaire dans les pays de droit coutumier", par Mme Dinah Shelton, professeur de droit invitée à l'Université de Stanford et professeur de droit à l'université de Santa Clara:

i) "Promotion par **l'Unesco** de la protection constitutionnelle des droits de l'homme", par M. **Janusz** Symonides, Directeur de la Division des droits de l'homme et de la paix, Unesco.

28. Chaque exposé a **été** suivi d'une longue discussion et, à la fin du séminaire, un débat général a été consacré aux normes internationales en matière de droits de l'homme et au droit constitutionnel. Les participants se sont vivement félicités du séminaire et ont souvent souligné que c'était la première fois qu'un débat sur les questions constitutionnelles était organisé entre des Sud-Africains représentant un éventail aussi large de groupes.

29. Pendant et après le séminaire, le Centre pour les droits de l'homme a reçu un nombre de demandes concernant de nouvelles activités et la poursuite de l'assistance visant à promouvoir la **compréhension** et le respect des droits de l'homme dans le contexte de l'Afrique du Sud. Elles portaient sur l'organisation de séminaires similaires, à participation largement

représentative, consacrés à d'autres questions - comme un tribunal **constitutionnel**, les pouvoirs judiciaires, les normes applicables aux **forces** de police et les activités d'information et de formation - ou sur **l'enseignement** et les études supérieures dans le domaine des droits de l'homme, les publications et les activités d'information, y compris la formation des **enseignants**, des juristes, des juges et des officiers de police, enfin la traduction et la diffusion de documents relatifs aux droits de l'homme. Beaucoup de demandes portaient sur des projets qui pourraient s'avérer utiles du point de vue des droits de l'homme, au cours de la prochaine période de transition. Toutes ces **demandes** sont en cours d'examen, en étroite coopération avec le Centre **contre** l'apartheid.

G. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

1. Généralités

30. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) fournit un appui aux enfants et aux femmes d'Afrique du Sud depuis 1974, conformément aux résolutions sur cette question adoptées par l'Assemblée générale et chargeant les organismes des Nations Unies de fournir une assistance aux mouvements de libération nationale ainsi qu'au peuple d'Afrique du Sud souffrant du **régime** d'apartheid (**entre** autres, les résolutions **43/50 A** de l'Assemblée, du 5 décembre 1988, **44/27 A** et **44/27 K** du 22 novembre 1989, et **45/176 A** du 19 décembre 1990). L'UNICEF a fourni cet appui aux enfants et aux femmes d'Afrique du Sud par l'intermédiaire de **l'ANC** et du Pan **Africanist** Congrès of Azania (PAC), mouvements de libération **reconnus** par **l'OUA** et par **l'ONU**. En collaboration avec l'organisation mondiale de la santé (OMS), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme des Nations Unies pour le développement (**PNUD**), **l'UNICEF** a aidé les femmes et les enfants sud-africains se trouvant en Angola, en République-Unie de **Tanzanie** et en Zambie. Ces organismes ont appuyé conjointement des activités en matière de santé et de nutrition, de **secours** d'urgence, d'enseignement de type scolaire et non scolaire et de soins et de développement pour les très jeunes enfants.

31. Au début des années 80, il est apparu de **plus** en plus **à l'UNICEF** que l'apartheid et la déstabilisation des Etats d'Afrique australe avaient des effets préjudiciables au bien-être de la population, en particulier des femmes et des enfants. Il est clairement ressorti d'un examen des stratégies mises **en** oeuvre pour la survie et le développement de l'enfant que les affrontements et la déstabilisation portaient atteinte à la capacité de tous les pays **de la** sous-région de faire bénéficier les enfants et les femmes de services de base.

32. La brochure **intitulée** Les enfants de la liane de front, publiée en janvier 1987, qui mettait en relief le coût humain de ces conflits, est rapidement devenue un instrument de **référence** important pour l'évaluation de l'effet destructeur de l'apartheid sur la population de l'Afrique **australe**. Cette **brochure** a été largement citée par des personnalités internationales et des parlementaires lors des débats consacrés à l'Afrique du Sud, et il y a aussi été fait largement référence à la Conférence **internationale** sur l'enfance en Afrique du Sud tenue **à** Harare en 1987.

33. En 1989, la publication a été actualisée par l'incorporation de renseignements complémentaires sur la situation des enfants en Afrique du Sud et l'adjonction d'un nouveau chapitre sur la Namibie. Cette nouvelle édition, qui est sortie peu avant que le Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition ne soit mis en place en Namibie, s'est avérée extrêmement utile pour l'élaboration du programme d'urgence de **l'UNICEF** pour la Namibie, approuvé par le Conseil d'administration à sa session de 1989 **d/**. L'UNICEF publiera prochainement une troisième édition de cette brochure sur le thème **"De la survie en temps de guerre à la reconstruction et à la reprise du développement en Afrique australe"**.*.

34. A la fin des années **80**, les gouvernements et la communauté internationale ont pris de plus en plus conscience de la dégradation de la situation des femmes et des enfants vivant en Afrique du Sud du fait de l'escalade de la violence, et de la détérioration des services de base fournis à la majorité de la population noire. L'UNICEF a réagi en **organisant** des sessions d'information et des voyages d'étude à l'étranger à l'intention d'organisations non gouvernementales démocratiques et non raciales.

35. L'UNICEF a ainsi été conduit à parrainer en avril 1990, à Gaborone, une conférence des organisations non gouvernementales sud-africaines, à laquelle il a participé. Les **ONG** intéressées se sont regroupées en un Comité national des droits de l'enfant chargé de faciliter **l'élaboration** d'un plan d'action coordonné pour améliorer la situation des enfants et des femmes sud-africains, de surveiller son **exécution** et de mobiliser les ressources nécessaires, notamment en assurant la coordination de l'appui des donateurs extérieurs. A la conférence de Gaborone, il est également apparu nécessaire de :

a) Alerter et sensibiliser l'opinion sud-africaine à la situation des enfants dans le pays et à leurs droits tels qu'ils sont reconnus dans la Convention relative aux droits de l'enfant (adoptée **par** l'Assemblée générale dans sa résolution **44/25** du 20 novembre **1989**), **afin** de protéger et de défendre ces droits dans une Afrique du Sud non raciale, non sexiste et démocratique;

b) Permettre à toutes les organisations non gouvernementales non raciales et démocratiques d'Afrique du Sud qui ont vocation de protéger les enfants et de leur fournir des services sociaux, d'élargir et de renforcer leurs capacités et d'obtenir de meilleurs résultats particulièrement aux niveaux local et régional;

c) Etablir une base d'informations **plus** complète sur les enfants et les femmes d'Afrique du Sud et la diffuser **sous** des **formes** que les organisations non gouvernementales non raciales et démocratiques puissent exploiter pour mobiliser les collectivités au service de la survie, du développement et de la protection de tous les enfants.

36. Un plan d'opérations triennal (**1990-1992**) prévoyant un budget de 3 millions de dollars des Etats-Unis a été établi et approuvé par le Conseil **d'administratioin** de **l'UNICEF** en 1990 **c/**. Ce programme, tel qu'il a été approuvé par le Conseil d'administration, comprend les principaux éléments suivants :

a) Une analyse de la situation des femmes et des enfants **en** Afrique du Sud afin de déterminer les problèmes prioritaires. Cette analyse servira à établir un programme d'action adapté aux besoins ainsi qu'une stratégie de mobilisation des ressources - d'origine interne et externe - nécessaires pour **mettre** en oeuvre le programme;

b) Une campagne en faveur des droits de l'enfant, pour aider les organisations non gouvernementales qui luttent contre l'apartheid à profiter du vide politique créé en Afrique du Sud pour promouvoir les droits de l'homme en rationalisant leurs efforts et leurs activités dans le cadre général de la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989;

c) Un appui direct aux victimes de l'apartheid, fondé **sur** l'analyse de situation, pour aider les organisations non gouvernementales s'occupant des questions prioritaires liées à la survie, au développement et à la protection des enfants.

37. Les activités susmentionnées ont débuté au milieu de l'année **et** des **progrès** appréciables ont été accomplis **en** quelques **mois**.

2. Analyse de situation

38. En avril 1991, un atelier d'une semaine consacré à la formation à l'analyse de situation a eu lieu à **Gaborone**; ensuite, les équipes chargées de l'analyse aux niveaux national et régional ont commencé leurs recherches. **Des** avant-projets devraient être soumis pour examen et révision au début de 1992. Il est prévu de publier un rapport sur la situation **des** enfants et des **femmes** en Afrique du Sud et de le diffuser d'ici à décembre 1992. Tout a été organisé pour faciliter une large **participation** de façon que les travaux de recherche puissent reposer sur une analyse étendue.

3. Campagne pour les droits de l'enfant

39. La Campagne pour les droits de l'enfant est une activité continue. La célébration en **1979 de** l'Année internationale **de** l'enfant, proclamée par **l'ONU**, et, plus récemment, en 1989, l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant ont donné aux organisations non gouvernementales luttant contre l'apartheid en Afrique du Sud de parfaites occasions de défendre la cause des enfants. L'UNICEF appuie actuellement deux activités :

- La planification et la mise en **oeuvre** d'une approche plus systématique pour promouvoir les droits de l'enfant, dans **le** cadre de contacts avec les organisations non gouvernementales intéressées;
- La diffusion du texte de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la brochure Savoir **pour** sauver, leur traduction dans les quatre principales langues de l'Afrique du Sud et leur large diffusion à l'occasion d'ateliers et de séminaires.

H. Programme des Nations Unies pour le développement

40. Face à l'évolution de la situation en Afrique du Sud, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) continue d'organiser ses activités en se fondant sur son mandat et dans le cadre de sa coopération avec les mouvements de libération nationale reconnus par l'OUA. Le PNUD se guide sur la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe dans la résolution S-1611 de l'Assemblée générale ainsi que sur les résolutions 44/244 et 45/176 A de l'Assemblée. Tout en préconisant le maintien des sanctions, ces résolutions engagent aussi la communauté internationale, y compris les organismes des Nations Unies, à accroître leur aide économique, humanitaire et autre aux victimes de l'apartheid. A ce sujet, le Secrétaire général a été prié d'assurer la coordination des activités des organismes des Nations Unies.

41. De même que d'autres organismes des Nations Unies, le PNUD n'a pas été chargé officiellement d'appuyer des activités opérationnelles en Afrique du Sud même. Pour cette raison, depuis 1974, il s'est borné à mettre en oeuvre des projets extérieurs afin d'aider les mouvements de libération nationale. Le Programme d'assistance spéciale à ces mouvements continue d'être exécuté en étroite collaboration avec le Comité de coordination de l'OUA pour la libération de l'Afrique à Dar es-Salaam et avec son approbation. Le programme pour 1987-1991 comprend plus de 30 projets d'un montant total de 17 millions de dollars des Etats-Unis, dont plus des deux tiers ont été affectés à des projets de formation et d'éducation. En juin 1990, le Conseil d'administration a alloué un montant complémentaire de 12 millions de dollars des Etats-Unis pour la poursuite du programme d'assistance spéciale aux mouvements de libération nationale pendant le cinquième cycle de programmation. Les priorités en matière de développement devraient, pendant le nouveau cycle, demeurer la mise en valeur des ressources humaines et l'éducation de base. L'élaboration du programme pour le cinquième cycle tiendra compte des évaluations des expériences précédentes. L'ordre de priorité sera éventuellement modifié en fonction de la nouvelle évaluation des besoins en matière d'assistance à l'Afrique du Sud. Le nouveau programme devrait aussi comporter un calendrier de réduction progressive de l'assistance aux mouvements de libération nationale et la mise en place d'un programme de transition.

42. A l'issue de la visite du Secrétaire général en Afrique du Sud en septembre 1989, et de la mission du Secrétaire général adjoint, M. Abdulrahim Farah, qui a suivi en juin 1990, plusieurs groupes sud-africains ont fait des démarches auprès du PNUD et d'autres organismes des Nations Unies, dont le FNUAP, l'UNICEF, l'Unesco et la Banque mondiale, pour examiner les activités, notamment de coopération technique, qui pourraient appuyer la période de transition. Ces groupes se sont toujours adressés au PNUD de façon non officielle, par l'intermédiaire, entre autres, de représentants du Gouvernement sud-africains, d'universités, d'organisations non gouvernementales et de la Development Bank of Southern Africa ainsi que d'autres organismes du secteur privé. Le Gouvernement sud-africain s'intéressait surtout aux activités et à l'expérience du PNUD en matière de développement. Evidemment, ces contacts se surajoutent à ceux que le PNUD a

régulièrement avec l'ANC et le PAC pour définir les stratégies de nature à renforcer les capacités de la communauté noire et à mettre en valeur ses ressources humaines.

43. Pour commencer à préparer cette transition, et à la suite de l'envoi d'une mission par le Secrétaire général en juin 1990, le Directeur du Bureau régional pour l'Afrique s'est rendu plusieurs fois en Afrique du Sud, à titre non officiel, pour se faire une idée des principaux changements sociaux et politiques et voir qu'elles étaient les positions et les points de vue des diverses parties directement intéressées au démantèlement de l'apartheid et à l'édification d'une démocratie multiraciale.

44. En février 1991, le Bureau régional pour l'Afrique du PNUD a envoyé en Afrique australe et en Europe une mission chargée de consultations officielles avec les mouvements de libération nationale, des établissements de formation et certains organismes techniques des Nations Unies en vue d'instaurer une coopération technique avec l'Afrique du Sud d'après l'apartheid. A la même époque, du 5 au 8 février 1991, le PNUD s'est fait représenter à la Conférence des donateurs de l'ANC, tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie). L'objet de cette conférence était d'informer les donateurs existants ou potentiels de la conception de l'organisation politique et du développement communautaire de l'ANC et d'obtenir des précisions à ce sujet. Pour atteindre les objectifs proposés, la Conférence a défini les grandes priorités dans des secteurs très divers. Elle a réuni 150 représentants, dont un tiers venait des rangs de l'ANC, de ses alliés ou d'autres composantes des mouvements de libération d'Afrique du Sud. A l'issue de la Conférence, une autre réunion, à laquelle ont participé des représentants de l'OUA, du PNUD, de l'ANC et du PAC, a été consacrée à l'examen du Programme d'assistance spéciale du cinquième cycle pour les mouvements de libération nationale. Le Bureau régional pour l'Afrique du PNUD a ensuite procédé à un échange de vues avec la Banque mondiale et le Secrétariat pour les pays du Commonwealth sur la possibilité d'adopter des approches coordonnées face à l'évolution de la situation en Afrique du Sud.

45. Ces contacts et les discussions qui ont eu lieu au sein du Bureau régional pour l'Afrique ont permis de dégager des idées qui serviraient de base à l'élaboration d'un plan d'action ou d'une stratégie du PNUD pour l'Afrique du Sud. Ces idées sont exposées ci-après.

46. Le PNUD ne devrait pas aller au-delà des limites légales prescrites par les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et de l'OUA tant que celles-ci resteront en vigueur. Dans le cadre d'une approche coordonnée des organismes des Nations Unies, il est proposé d'engager des consultations avec le Secrétariat de l'ONU pour déterminer les conditions dans lesquelles les organismes des Nations Unies pourraient aider les victimes de l'apartheid à l'intérieur du pays.

47. Le PNUD devrait continuer à exécuter son programme en cours d'assistance technique aux mouvements de libération nationale, sans modification substantielle. Néanmoins, il serait peut-être bon d'inclure dans le programme d'assistance spéciale du cinquième cycle un calendrier de réduction progressive du programme actuel et prévoir un programme de transition.

Parallèlement, il conviendrait de consulter d'autres organismes des Nations Unies pour effectuer une série d'analyses des besoins dans les domaines de l'éducation, la santé, la formation, le logement et l'emploi et dans le secteur des petites entreprises. Il est clair qu'à court et à **moyen** terme, l'Afrique du Sud doit se doter des moyens d'élaborer des stratégies et des options de développement, de reconstruire son économie et sa société, d'administrer le pays et d'appuyer et de **développer** les petites et moyennes entreprises et de **s'a** tacher immédiatement à former des enseignants.

48. A ce sujet, il pourrait être utile de relever et d'analyser les résultats obtenus par certaines organisations internationales, entre autres par la Banque mondiale et le Commonwealth Fund for Technical CO-operation, qui ont fourni des services consultatifs d'économistes, de sociologues et de scientifiques et ont évalué les besoins en matière de mise en valeur des ressources humaines. Le PNUD devrait aussi **parallèlement** repérer les principaux problèmes sectoriels qui pourraient donner lieu à la mise en oeuvre d'un programme d'activités pour les mouvements anti-apartheid. Le PNUD pourrait aussi créer un fonds d'affectation spéciale pour mobiliser des ressources de donateurs complémentaires. Il a **été** proposé aux mouvements de libération nationale et à **l'OUA** de constituer un tel fonds en y affectant une partie des montants correspondants aux chiffres indicatifs de planification pour les mouvements de libération nationale dans le cadre du cinquième cycle. Le PNUD pourrait ainsi jouer un rôle de catalyseur et inciter d'autres donateurs à alimenter ce fonds. La proposition a été acceptée en principe par **l'OUA** et les deux mouvements de libération.

49. En élaborant sa stratégie d'assistance à l'Afrique du Sud, le PNUD doit aussi tenir compte des questions régionales. La démocratisation aura des incidences sur la migration de la main-d'oeuvre, l'équilibre des échanges commerciaux de **la** région, la situation de l'emploi dans les pays voisins, la coopération régionale dans le domaine économique et dans celui de l'éducation, et la coordination des **r. seaux** de transport, entre autres. Il existe un rapport étroit entre ces questions et celle des relations de l'Afrique du Sud avec des **organisations** sous-régionales telles que la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (**SADCC**) et la Zone **d'échanges** préférentiels pour les **Etats** de l'Afrique de **l'Est** et de l'Afrique australe (**ZEP**). Le PNUD devrait le cas échéant appuyer ces deux organisations en vue d'établir des plans de coopération et d'intégration économiques élargis dans l'Afrique du Sud de l'après-apartheid.

50. Afin de faire progresser l'évaluation des besoins, le PNUD a proposé d'établir un mécanisme d'échange d'informations auquel il participerait et qui serait composé d'un petit noyau d'organisations s'occupant de développement : Centre des Nations Unies contre l'apartheid, Banque africaine de développement, Banque mondiale, Commission économique pour l'Afrique, Secrétariat des pays du Commonwealth et Communauté économique européenne. Ce mécanisme, de **caractère** informel, permettrait de planifier les besoins en ressources humaines, avec la participation de représentants de certains groupes sud-africains, et de dégager un consensus sur les modalités de coopération technique adaptées à la **société** sud-africaine. Cette évaluation

permettrait aussi de préparer le terrain pour une mobilisation future des donateurs. La première réunion de ce groupe d'organisations s'est **tenue** à Genève le 30 septembre 1991.

51. Les participants ont tous estimé que cette réunion était utile et venait **au** bon moment. Ils ont décidé de poursuivre leurs consultations sous cette forme environ deux fois par an, éventuellement en adoptant un mode de rotation. Il a été convenu de ne pas modifier la composition du groupe. Les participants ont estimé que les organisations bilatérales ainsi que les organismes des Nations Unies et les partenaires sud-africains pouvaient être consultés dans d'autres instances. Ils ont décidé de tenir leur deuxième réunion **à** New York, au cours du premier trimestre **de** 1992.

52. Après avoir exposé leurs programmes et leurs vues concernant l'avenir, les participants ont convenu que le groupe s'efforcerait d'exécuter ses programmes en cours et futurs en étroite coordination et de privilégier certains domaines. **Il** s'agissait notamment de la formation en matière de gestion et d'administration publique, de développement urbain, d'éducation, d'emploi, de services sociaux (santé, alimentation en eau et assainissement) et de développement rural. Il a été question aussi de réforme agraire mais, vu son caractère hautement politique, cette question a été **jugée** comme étant essentiellement du ressort des Sud-Africains.

53. En général, les participants ont considéré qu'il y aurait une période de transition de deux **à** trois ans à compter de la conférence multipartite, prévue alors pour la fin de 1991. A l'issue de sa session en cours, l'Assemblée générale des Nations Unies reverrait probablement sa position **à** l'égard de l'Afrique du Sud de l'apartheid et, en décembre 1991, adopterait vraisemblablement une résolution à ce sujet. Le groupe reconsidérerait alors sa position et ses plans d'aide **à** l'Afrique du Sud.

54. Les participants ont estimé que les besoins d'assistance technique en Afrique du Sud seraient extrêmement vastes et que les programmes prévus nécessiteraient certainement des ressources extérieures supérieures **à** celles qui seraient disponibles. Mais il semblait également que des ressources nationales considérables seraient mobilisées dès qu'il se confirmerait que le processus de démocratisation était entamé.

55. En ce qui concerne la coordination des activités des donateurs, le groupe a été d'avis que des réunions consultatives donneraient de bons résultats et seraient suffisantes. Il a été **décidé** d'échanger des informations entre les réunions consultatives chaque fois que le besoin s'en ferait sentir. Le PNUD servirait de centre d'échange dans la phase initiale.

I. Programme des Nations Unies pour l'environnement

56. L'Afrique du Sud est partie **à** certaines conventions pour lesquelles le Programme des Nations Unies pour l'environnement (**PNUE**) fait fonction de secrétariat : la Convention **sur** le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction **à** laquelle elle est devenue partie le 13 octobre 1975, la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone et le Protocole de Montréal relatif **à** des substances qui appauvrissent

la couche d'ozone, auxquels elle est devenue partie le 15 janvier 1990. En tant que partie contractante, l'Afrique du Sud participe aux travaux des autres parties à ces instruments. Cependant, conformément à la décision 8/3 du Conseil d'administration, le PNUC a mis fin à toute forme de coopération avec l'Afrique du Sud et ne projette aucune activité nouvelle dans ce pays.

J. Fonds des Nations Unies pour la population

57. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ne mène ni ne projette de mener aucune activité avec l'Afrique du Sud et ne le fera pas tant que la situation en Afrique du Sud ne sera pas considérée comme normalisée par l'Assemblée générale.

58. En ce qui concerne les achats, toutes les dispositions ont été prises dans le passé pour veiller à ce que la résolution de l'Assemblée générale relative à des sanctions contre l'Afrique du Sud soit respectée. Tous les ordres d'achat émis dans le passé comprenaient l'instruction suivante :

"Il ne sera fait appel à aucun transporteur sud-africain pour ce qui est du transport des marchandises ou des services connexes faisant l'objet du présent ordre d'achat."

59. Avec effet immédiat, l'instruction ci-dessus a été complétée comme suit :

"Conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'Afrique du Sud, il est stipulé par les présentes qu'aucun produit sud-africain ne peut être acheté, directement ou indirectement, aux fins de livraison, distribution, installation ou utilisation en vertu du présent ordre d'achat. Il ne sera fait appel à aucun transporteur sud-africain pour ce qui est du transport des marchandises ou des services connexes faisant l'objet du présent ordre d'achat. La présente clause sera incorporée par l'entrepreneur dans tous les contrats passés par celui-ci avec des sous-traitants en vertu du présent ordre d'achat."

60. En matière de contrôle, le FNUAP fait de son mieux pour s'assurer qu'aucun document d'expédition aérienne de South African Airways ou connaissance d'une compagnie maritime sud-africaine ne figure dans les pièces jointes aux contrats passés et que l'on n'utilise pas les services de sous-traitants sud-africains.

61. Si toutefois l'évolution actuelle de l'Afrique du Sud aboutissait à des résultats positifs et si l'Assemblée générale prenait alors la décision de lever les sanctions instituées, il se créerait localement de nombreuses possibilités nouvelles d'achat dans la région de la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) et cela faciliterait le transport du matériel destiné aux projets tant vers la région qu'à l'intérieur de celle-ci.

62. En **conséquence**, bien que le FNUAP n'ait fourni aucun appui à l'Afrique du Sud, des contacts officieux ont été établis entre des représentants d'institutions sud-africaines s'occupant de questions démographiques et le siège du FNUAP ainsi que des agents de bureaux extérieurs (en particulier les bureaux du Botswana, de la Zambie, du Mozambique et de la Namibie). Au cours de ces rencontres, on a examiné la possibilité de futurs échanges techniques de **données** d'expérience (si le statut de l'Afrique du Sud venait à changer).

K. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

1. Introduction

63. En mars 1991, le Gouvernement de la République sud-africaine a donné son accord de principe à une participation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) aux opérations de rapatriement volontaire de réfugiés et d'exilés politiques sud-africains.

64. A l'issue de longues négociations entre le Gouvernement sud-africain et le HCR, les deux parties ont signé le 4 **septembre** 1991 un mémorandum d'accord établissant les conditions de base de la participation du HCR à l'opération de rapatriement volontaire. Le Gouvernement sud-africain et le HCR sont aussi parvenus à un consensus sur le texte d'un **accord** visant à régir le statut juridique, les privilèges et les immunités du HCR et de son personnel en Afrique du Sud. Cet accord a été négocié par le HCR en consultation étroite avec le Bureau du Conseiller juridique de New York. Un bureau de chargé de mission a été institué en Afrique du Sud **dans** le but de faciliter **l'exécution** du programme de rapatriement, qui devrait être achevé en 12 mois.

65. D'une manière générale, le nombre des réfugiés sud-africains dans la région de l'Afrique australe est resté stable, se maintenant aux alentours de 38 000 personnes, dont la moitié reçoit une assistance du HCR. Est comprise dans ce chiffre une nouvelle vague de demandeurs d'asile sud-africains, **pour** la plupart de jeunes **hommes** et femmes arrivés dans les pays voisins à partir de la deuxième moitié de 1990 en affirmant avoir fui la violence qui s'était déchaînée dans les townships de la République sud-africaine.

2. Programme d'assistance

66. A partir du 3 septembre 1991, le HCR et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ont mis en place en Afrique du Sud une mission ayant pour objet **d'évaluer** les besoins et d'établir le plan d'opérations et le budget définitif de l'opération de rapatriement volontaire. L'évaluation des besoins a été effectuée dans le but de déterminer quels seront les besoins les plus immédiats des rapatriés après leur rapatriement et l'importance de l'aide à la réinstallation que devra fournir le HCR pour leur permettre de prendre un nouveau départ dans leur pays d'origine.

67. Les hypothèses de planification sont fondées sur la nécessité de **répondre** en priorité et comme il convient aux besoins sociaux vitaux des candidats au **rapatriement**, notamment ceux qui vivent en Afrique. Parallèlement, il faudra **que**, par leurs efforts concertés, les parties, notamment le Gouvernement et le HCR, répondent aux besoins immédiats dans les domaines de l'éducation et de la

formation afin que ces rapatriés puissent trouver un emploi productif. On pense par ailleurs que de nombreux candidats au retour qui résident actuellement en Amérique du Nord, en Australie et en Europe devraient rechercher activement d'autres moyens de se procurer leur billet d'avion. Une assistance financière au titre de ce programme ne sera accordée à cette fin qu'aux plus nécessiteux.

3. Explication du programme d'assistance

68. Les activités d'assistance sont conçues de manière que les réfugiés soient rapatriés volontairement, dans des conditions de "sécurité et dignité". Il est envisagé d'accorder pour commencer une assistance à **25 000** personnes, en trois phases : assistance avant le départ, transport international, réception et première réintégration en Afrique du Sud. Les mesures proposées pour la **troisième** phase résultent d'entretiens entre les ministères habilités de la République sud-africaine, les mouvements de libération nationale (**l'ANC**, le PAC et **l'AZAPO**), des organisations non gouvernementales, des instituts de recherche et le HCR; elles seront adéquatement complétées par un examen de la pertinence et du coût **minimal** par unité de divers types d'assistance sectorielle qui devraient garantir une réintégration dans la dignité aux rapatriés nécessiteux.

69. Les dépenses avant le départ seront maintenues à un niveau minimal dans la mesure où l'on **pourra** éviter d'importants contretemps dans les centres de transit et les incidences que de tels retards ont sur les dépenses d'administration. Ainsi, à la suite des entretiens approfondis qu'ont eus le Gouvernement sud-africain et le HCR au cours de la mission technique, les engagements financiers du Gouvernement sont apparus avec plus de clarté et de précision. En conséquence, les sommes demandées à la communauté internationale tiennent compte de l'écart entre les besoins minimaux évalués **d'un commun** accord et les engagements, fermes ou non, du Gouvernement sud-africain.

70. Cette stratégie permet de renforcer la capacité qu'a le HCR de réduire au minimum les problèmes de protection internationale qui se poseront par **suite** des privations matérielles. Etant donné que certains partenaires opérationnels éventuels, par exemple le Comité national de coordination des rapatriements, seront chargés de l'assistance sociopsychologique et de la distribution de l'aide matérielle aux individus, le bon déroulement du contrôle simultané des activités et la nature des besoins sectoriels réels des rapatriés pris individuellement seront mieux vérifiés avant de fournir l'assistance appropriée. Cette approche intersectorielle et au cas par cas devrait permettre non seulement de limiter les abus, mais aussi d'améliorer les chances de satisfaire comme il convient les besoins des rapatriés réellement nécessiteux, et suivre simultanément les efforts qu'ils déploient **pour** devenir autonomes grâce aux activités relatives à l'enseignement, à la formation et à l'emploi.

4. Dispositions prises en vue de l'exécution

71. Les dispositions prises en vue de l'exécution du programme en Afrique du Sud sont déterminées par la nature des activités entreprises, qui se

présentent sous trois aspects distincts mais connexes. Le transport des rapatriés du point d'entrée à la frontière, où ils passeront par des centres de réception, jusqu'à leur destination finale, est le premier de ces aspects. La responsabilité en incombe à l'OIM, assistée du Comité national de coordination des rapatriements. Les deux autres aspects - l'aide sociale matérielle immédiate et l'aide immédiate à la réintégration, en favorisant l'autonomie individuelle - devraient être exécutés simultanément. On adoptera donc une approche au cas par cas, c'est-à-dire qu'un seul travailleur social sera chargé de conseiller les individus et de suivre l'ensemble des besoins et des efforts d'un certain nombre de rapatriés, groupes familiaux et individus, dans tous les secteurs d'activité. Les besoins d'aide individuelle seront évalués dans le cadre des secteurs de l'alimentation, des services domestiques, de la santé, des services communautaires et du logement. Les efforts de réintégration de l'individu seront contrôlés au titre des secteurs de l'éducation et de la formation, de l'emploi et des activités rémunératrices.

5. Financement d'un appel de fonds

72. Le plan d'opérations et le budget serviront de base à un appel de fonds en vue de financer le programme spécial de rapatriement volontaire et de réintégration des réfugiés et exilés sud-africains. Les gouvernements donateurs seront invités à annoncer leur appui financier à cette opération et à veiller à ce que les annonces de contribution fermes soient rapidement suivies d'effet pour permettre au HCR d'exécuter efficacement le programme dans les délais voulus.

6. Rôle de l'Organisation des Nations Unies et des autres institutions

73. Conformément au paragraphe 26 du Mémoire d'accord, la participation d'autres institutions des Nations Unies et ONG intéressées est prévue. La participation effective des institutions des Nations Unies à la fourniture d'une aide humanitaire et d'une aide au développement dépendra cependant des progrès réalisés en ce qui concerne l'application de la résolution 45/176 A relative à l'action internationale en vue d'éliminer l'apartheid, adoptée par consensus.

L. Programme alimentaire mondial

74. Le Programme alimentaire mondial (PAM) est conscient des incidences possibles de l'évolution politique en Afrique du Sud comme des besoins économiques et sociaux des populations à faible revenu en Afrique du Sud et des économies des pays voisins. A cet égard, le PAM suit en permanence les événements afin de pouvoir répondre à tout moment à une éventuelle demande d'aide alimentaire entrant dans le cadre de son mandat. Si le Programme recevait une telle demande de la part de mouvements de libération ou d'autres organisations, il l'examinerait quant au fond.

75. En ce qui concerne l'assistance humanitaire aux personnes déplacées ou aux rapatriés, le HCR et le PAM se sont récemment entretenus de la possibilité d'une collaboration, mais il n'est pas prévu, pour le moment en tout cas,

qu'une aide alimentaire soit intégrée dans un programme d'assistance. D'un autre côté, le Programme fournit une assistance alimentaires considérable à des projets de développement et de secours d'urgence aux Etats de première ligne pour leur permettre de surmonter les difficultés économiques qu'ils rencontrent en raison de la situation en Afrique du Sud, et aussi de **fournir** une aide humanitaire aux personnes déplacées.

76. Le **PAM** n'investit pas dans les banques, institutions financières ou sociétés qui ont des activités en Afrique du Sud et n'entretient aucune relation avec celles-ci. Les excédents de trésorerie, une fois couvertes les dépenses relatives aux projets et les dépenses d'administration, sont placés conformément à la politique établie de **l'ONU** par l'intermédiaire du Comité des placements de l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le Programme n'achète pas de marchandises ni de denrées alimentaires directement ou indirectement d'origine sud-africaine. Le **PAM** ne traite pas directement avec les compagnies maritimes sud-africaines et s'efforce d'éviter tout recours à des cargos sud-africains dans le cadre de services communs. Les fonctionnaires du **PAM** en mission ne voyagent jamais sur South African Airways ou avec les compagnies maritimes sud-africainss. Avec le consentement exprès du Siège de **l'ONU** à New York, certaines marchandises, par exemple des camions **spécialement** conçus pour évoluer dans le désert, ont été fournies à partir de l'Afrique du Sud afin d'appuyer des opérations menées en Namibie et en Angola.

M. Organisation internationale du Travail

77. Tous les ans, le Directeur **général présente** à la Conférence internationale du Travail un rapport spécial contenant des renseignements sur les faits nouveaux relatifs à l'apartheid dans le domaine du travail et les mesures prises, conformément à la Déclaration et au Programme d'action, par les gouvernements et organisations d'employeurs et de travailleurs représentés à l'Organisation internationale du Travail (OIT) ainsi que dans le cadre du **système** des Nations Unies et par le Bureau international du Travail. En outre, des informations sont aussi fournies tous les ans au Comité sur la discrimination du Conseil d'administration de **l'OIT** à ses réunions de mai et de novembre, en ce qui concerne notamment les activités opérationnelles entreprises par le BIT et le contrôle, par un groupe de trois experts indépendants nommés par le Conseil **d'administration** en 1989, de la mise en oeuvre des sanctions et autres actions contre l'apartheid.

78. Les activités opérationnelles portent sur divers domaines techniques (législation du travail, formation professionnelle, ergothérapie, planification et création d'emplois, mise en valeur des ressources humaines, éducation des travailleurs, travailleurs migrants et création de petites entreprises). ont **été** principalement axées sur l'aide aux **mouvements de** libération nationale et aux syndicats noirs indépendants d'Afrique du Sud.

79. L'OIT a fondé ses activités d'établissement des rapports **comme** ses activités opérationnelles sur ses contacts et consultations périodiques avec des représentants des mouvements de libération nationale et des syndicats. **Aucun** représentant officiel de **l'OIT** ne s'est mis en rapport avec aucune de

/...

ces organisations en Afrique du Sud même, pas plus qu'il n'y a eu de **contact** en Afrique du Sud entre **l'OIT** et les organisations d'employeurs ou le Gouvernement sud-africain. De **même**, aucune activité opérationnelle n'a **été** menée en Afrique du Sud.

80. Ces derniers **mois**, un certain nombre de demandes d'assistance technique ont été reçues de syndicats qui ont demandé expressément que des conseillers ou des spécialistes de **l'OIT** assistent **à** des ateliers et séminaires tenus en Afrique du Sud. A ce jour, il **n'a** été donné suite à **aucune** de ces demandes. Dans une lettre adressée au Secrétaire général du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), le Directeur général a indiqué qu'à son **avis**, autoriser la présence d'un fonctionnaire de **l'OIT** en Afrique du Sud constituerait une dérogation fondamentale à la pratique suivie jusqu'à présent par **l'OIT**. Cette question a donc **été** renvoyée à la Commission sur l'action **contre** l'apartheid de la Conférence internationale du Travail, qui n'a pas encore rendu d'avis définitif à ce sujet. Le Directeur général a reçu **à** deux reprises le Ministre sud-africain de la main-d'oeuvre, **M. E. Louw**, pour s'entretenir avec lui de questions relatives à la Commission d'investigation et de conciliation en matière de liberté syndicale du Conseil d'administration, qui a été créée pour examiner les plaintes en violation des droits syndicaux déposées par le COSATU.

N. Oraanisation des Nations Unies pour l'éducation
la science et la culture

81. Pour stimuler les efforts en vue de l'élimination de l'apartheid et les réflexions sur les choix conduisant **à** une société qui en serait libérée dans les domaines de compétence de l'organisation, la Conférence générale de l'organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (**Unesco**), à sa vingt-cinquième session, en novembre 1989, a adopté un projet spécial intitulé Contribution à l'élimination de l'apartheid : Vers un monde libéré de l'apartheid, s'inscrivant dans le champ majeur de Programme VII - Contribution de **l'Unesco** à la paix, aux droits de l'homme et **à** l'élimination de toutes les formes de discrimination, dans le cadre du troisième Plan **à** moyen terme de **l'Unesco** pour 1990-1995. Pendant ce **troisième** Plan **à** moyen terme, les modalités d'action ont été élargies puisque la Conférence générale a maintenant autorisé **l'Unesco** **à** étendre sa collaboration avec des cadres et des spécialistes des mouvements de libération nationale reconnus par **l'OUA (ANC et PAC)** aux "forces démocratiques anti-apartheid en Afrique du Sud" et **à** encourager "les échanges internationaux d'intellectuels et de scientifiques d'Afrique du Sud engagés dans la lutte contre l'apartheid" **d/**.

82. **L'Unesco** a toujours **coordonné étroitement** ses activités **visant** à éliminer l'apartheid avec les organismes des Nations Unies, en particulier avec le Centre **contre** l'apartheid, le **HCR** et le PNUD. Il faut peut-être rappeler qu'en 1955, l'Afrique du Sud s'est retirée de **l'Unesco**, qui **re** la compte plus parmi ses membres. **L'Unesco** a respecté strictement les dispositions de la Déclaration des Nations Unies **sur** l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe figurant dans la **résolution** S-1611 de l'Assemblée générale ainsi que d'autres résolutions de l'Assemblée. A l'aube d'une phase de retour au pays des exilés politiques, de réconciliation et de

/...

reconstruction, la coopération avec les organismes des Nations Unies sera vraisemblablement renforcée. L'Unesco a œuvré en association étroite avec l'OUA, son Comité de libération et son Fonds culturel interafricain ainsi qu'avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples.

83. Dix-sept spécialistes, dont des représentants des organisations anti-apartheid de défense des droits de l'homme en Afrique du Sud, de l'ANC et du PAC, quatre membres de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, des représentants du Comité spécial contre l'apartheid et d'autres organes des Nations Unies, ont participé à l'atelier sur les questions des droits de l'homme pour une Afrique du Sud post-apartheid qui a eu lieu à Banjul (Gambie) du 18 au 21 juin 1991, et était organisé conjointement par l'Unesco et la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. L'une des activités futures consistera en l'élaboration de programmes d'enseignement pour une nouvelle Afrique du Sud démocratique et libérée de l'apartheid, inspirés par le respect des droits de l'homme, de la paix et de la tolérance à tous les niveaux d'enseignement, y compris à celui de l'enseignement pour les adultes et de l'enseignement non scolaire. La recherche de moyens garantissant le respect des droits de l'homme à tous ceux qui vivent en Afrique du Sud, en particulier à la population noire majoritaire, a été considérée comme l'une des tâches prioritaires pour l'instauration d'une Afrique du Sud nouvelle. Les participants ont demandé à l'Unesco et à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de participer à la constitution d'un réseau d'échange de renseignements théoriques et pratiques entre les organismes démocratiques et anti-apartheid de défense des droits de l'homme en Afrique du Sud et d'autres organes de défense des droits de l'homme en Afrique et ailleurs dans le monde. Ils ont souhaité que les résultats de l'atelier soient portés à l'attention de l'Assemblée générale et de l'OUA.

84. L'Unesco et le Centre des Nations Unies contre l'apartheid ont collaboré à l'organisation de la Conférence internationale sur les besoins des victimes de l'apartheid en Afrique du Sud dans le domaine de l'enseignement, qui s'est tenue à Paris, du 25 au 27 juin 1991. A la suite de cette Conférence, l'Unesco, entre autres, apportera son assistance pour la formulation de politiques et de stratégies d'éducation convenant à une Afrique du Sud post-apartheid, à la demande de l'ANC, du PAC et d'organismes anti-apartheid s'occupant d'éducation en Afrique du Sud et en consultation avec eux. Notamment, son assistance sert probablement demandée pour l'organisation d'une conférence des forces anti-apartheid en Afrique du Sud qui détermine les priorités et les besoins de la population noire en matière d'éducation et dresse les grandes lignes d'une stratégie nationale dans ce domaine et/.

85. Un autre atelier consacré à des questions de principe pour une Afrique du Sud libérée de l'apartheid, et plus précisément à l'accès des Africains à la science et aux techniques, a été organisé à Lusaka, du 17 au 20 septembre 1991, par l'Unesco, en coopération avec l'université de Zambie. Une consultation est organisée en coopération avec le Conseil oecuménique des Eglises, à Genève, du 23 au 25 novembre 1991, avec pour thème le rôle des religions et des institutions religieuses dans le démantèlement de l'apartheid: des responsables religieux sud-africains et d'autres pays, les

mouvements de libération nationale reconnus par l'OUA et d'autres organisations démocratiques anti-apartheid d'Afrique du Sud participent à cette consultation.

86. Au titre de son programme de recherche en sciences sociales visant à suivre les effets de l'apartheid, l'Unesco a préparé en 1990 une brochure en coopération avec l'International Defence and Aid Fund for Southern Africa sur l'élimination de l'apartheid par l'éducation, l'information et la culture sous un régime d'exception. Un document de travail a été publié sur le thème de l'Afrique australe dans la période post-apartheid, mode de gouvernement, démocratie et développement f/. Un bilan des activités déployées par l'Unesco pour éliminer l'apartheid et instaurer un monde qui en serait libéré figure dans le document 26C/104 : ****Application de la résolution concernant la mise en oeuvre de la Déclaration sur la race et les préjugés raciaux**" présenté à la Conférence général8 de l'Unesco à sa vingt-sixième session.

87. Le programme de l'Unesco en 1992-1993 tiendra compte de l'évolution de la situation en Afrique du Sud et sera coordonné étroitement avec les activités d'assistance à l'échelle du système des Nations Unies pendant la période de transition et après celle-ci. L'Unesco a l'intention de participer à la conférence sur le rôle futur du système des Nations Unies dans la lutte d'ensemble contre les inégalités socio-économiques en Afrique du Sud, organisée sous les auspices du Centre contre l'apartheid et du Comité spécial contre l'apartheid, qui se tiendra au début de 1992, et de fournir un apport à l'étude qui sera établi8 sur cette question. En 1992 sera organisé, en coopération avec l'OUA en Afrique australe, un atelier traitant des problèmes posés par l'édification de la nation et par l'adoption d'une culture de paix et de démocratie. Une assistance sera apportée aux mouvements de libération nationale reconnus par l'OUA ainsi qu'aux institutions et organisations démocratiques anti-apartheid pour l'élaboration de politiques et de stratégies favorisant la culture, l'information et l'éducation pour tous. Une formation sera assurée en pédagogie, en sciences sociales et dans d'autres disciplines utiles pour l'édification de la nation. La question de l'élimination de la discrimination racial8 et de l'action en faveur des groupes désavantagés sera examinée. Il ne s'agit là que de quelques-uns des domaines d'intervention possibles de l'Unesco pour répondre aux besoins les plus urgents du peuple sud-africain.

0. Organisation de l'aviation civile internationale

88. Depuis 1965, l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation Civile internationale (OACI) a adopté une série de résolutions dans lesquelles elle a reconnu que les politiques d'apartheid et de discrimination raciale constituaient une violation flagrante des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans le préambule à la Convention relative à l'aviation civile internationale de 1944 et elle a condamné fermement ces politiques.

89. Par la suite, en 1971, l'Assemblée a adopté la résolution A18-4, limitant la participation de l'Afrique du Sud aux réunions de l'OACI et la communication de la documentation de l'OACI à l'Afrique du Sud.

90. A sa **vingt-sixième session**, en 1986, puis **à sa vingt-septième session**, en 1989, **l'Assemblée** a adopté respectivement les résolutions **A26-5** et **A27-5** intitulées toutes deux **"Condamnation de la politique d'apartheid et de la discrimination raciale de l'Afrique du Sud et mesures à prendre pour donner suite aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies à cet égard"**. Par ces résolutions, **l'Assemblée de l'OACI** a, au **paragraphe 2** du dispositif :

a) Réitéré l'appel lancé par les Nations Unies **à** toutes les nations et **à** tous les peuples du monde pour qu'ils fassent pression **sur l'Afrique** du Sud afin qu'elle abandonne sa politique d'apartheid;

b) Prié instamment tous les Etats contractants d'interdire les liaisons aériennes avec **l'Afrique** du Sud et de suspendre l'application **des** accords bilatéraux de transport aérien conclus avec l'Afrique du Sud ou de dénoncer ces accords.

91. Au paragraphe 3 du dispositif, l'Assemblée de **l'OACI** a chargé le Conseil de garder **à l'étude**, **à** chacune de ses sessions, l'évolution de la situation en Afrique du Sud et toutes les mesures prises conformément **à** ces résolutions de **l'Assemblée** de l'OACI.

92. Depuis l'adoption, par l'Assemblée de **l'OACI**, de la résolution **A27-5**, en octobre 1989, cinq rapports d'activité contenant des renseignements **à** jour sur **l'application** de cette résolution ont **été** soumis au Conseil de **l'OACI**.

93. Lors de son examen du dernier rapport, en juin 1991, le Conseil a noté que 97 Etats contractants l'avaient informé jusqu'alors qu'ils n'entretenaient aucune liaison aérienne avec l'Afrique du Sud.

94. De plus, le dernier rapport d'activité a donné des renseignements sur l'évolution de la situation en Afrique du Sud, en particulier sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la Déclaration sur l'apartheid et ses conséquences destructrices en Afrique australe adoptée par consensus **à la seizième** session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, dans la résolution **S-16/1** du 4 décembre 1989.

95. Le Conseil de **l'OACI** a noté qu'au fur et **à** mesure de l'évolution de la situation en Afrique du Sud, il sera demandé aux organismes des Nations Unies **de** prêter leur assistance et leur concours pour remédier aux graves inégalités sociales et économiques créées par l'apartheid.

96. Le Conseil de **l'OACI** a **prié** son Secrétaire général de lui présenter le prochain rapport d'activité sur cette question **à** sa cent trente-quatrième session, en novembre 1991, **à** la lumière des résultats des discussions qui se déroulent dans le cadre du **CAC** en vue d'assurer la cohérence et la coordination des activités des organismes des Nations Unies et de veiller **à** ce qu'elles soient pleinement conformes aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies.

P. Organisation mondiale de la santé

97. Le Directeur général de l'organisation mondiale de la santé (OMS) **sou** à l'Assemblée mondiale de la santé un rapport annuel sur la collaboration . sein du système des Nations Unies en ce qui concerne la lutte de libération en Afrique australe et l'assistance aux Etats de première ligne, ainsi **qu'au** Lesotho et au Swaziland. Par l'intermédiaire de son bureau régional pour l'Afrique, de ses équipes sous-régionales de promotion de la santé **ainsi** que des représentants des pays, et en coopération avec d'autres organismes des Nations Unies, **l'OMS** appuie les programmes de santé dans les Etats de première ligne et aide par là **à** résoudre les problèmes les plus aigus résultant **à** la fois de la présence de réfugiés sud-africains et de personnes déplacées, et de la déstabilisation provoquée par l'Afrique du Sud. **A** sa réunion de **mai** 1990, l'Assemblée mondiale de la santé a adopté la résolution WHA43.14 par laquelle elle, a décidé que L'OMS devait continuer **à** prendre en temps utile des mesures appropriées pour aider les Etats de première ligne, le Lesotho et le Swaziland, et continuer d'assurer aux pays qui ont été les cibles d'actions de déstabilisation menées par l'Afrique du Sud une coopération technique dans le domaine de la santé en vue de la remise en état de leur infrastructure sanitaire endommagée. Cette résolution prie le Directeur général d'intensifier l'assistance humanitaire **à l'ANC** et au PAC et de mobiliser des ressources extrabudgétaires **à** cette fin.

98. L'OMS se conforme strictement aux dispositions des résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet de l'apartheid et, depuis des dizaines d'années, ou pour politique de ne pas nouer de contacts qui pourraient impliquer une coopération avec des services officiels quelconques du Gouvernement sud-africain ou avec des institutions nationales quelles qu'elles soient, établissements universitaires notamment, publics ou associés **à** l'apartheid. L'OMS n'exécute pas de projets de caractère scientifique avec le Gouvernement sud-africain ni avec des instituts ou organismes qui lui seraient **associés**. Néanmoins, après l'abolition de la politique nationale d'apartheid, **l'OMS** est disposée **à** avoir des contacts au niveau technique sur des questions liées directement à la santé et **à** en tenir informé le Cabinet du **Secrétaire** général des Nations Unies.

99. L'OMS s'efforce de répondre aux appels lancés dans les résolutions de l'Assemblée **général** e des Nations Unies pour que les organismes accroissent leur assistance e **leur** appui humanitaires aux victimes de l'apartheid. Dans ce domaine, **l'OMS** est en mesure de fournir un appui **limité** par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales avec lesquelles elle entretient des relations officielles. Celles de ces organisations qui ont des **sections** locales en Afrique du Sud doivent prouver au Conseil d'administration de **l'OMS** **qu'elles** sont **opposées** à l'apartheid et **qu'elles** sont **ouvertes** à toutes **les** personnes qualifiées, quelle que soit leur race.

100. Par l'intermédiaire des **organisations** non gouvernementales et des syndicats, **l'OMS** a été informée des incidences de l'infection due au virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et du syndrome d'immunodéficience acquise (**SIDA**) en Afrique du Sud. Dans la population blanche, ce sont surtout les homosexuels qui sont atteints du **VIH** alors que, dans la population noire, la

plupart des personnes infectées font partie de la population hétérosexuelle; **les** cas semblent se multiplier. Des informations ont été échangées en 1988 entre le Programme mondial de lutte contre le SIDA de **l'OMS** et **l'ANC** et **le** nom de personnes à contacter a **été** communiqué à la Swedish International Development **Agency** qui appuie des activités de formation et d'information dans de3 **camps** de réfugiés en Zambie et au Zimbabwe. En 1989, un certain nombre de syndicats et d'autres organisation3 non gouvernementales se sont adressés au Programme mondial de lutte contre le SIDA pour rechercher des possibilités de collaboration technique. Il leur a été dit que ces renseignements techniques pouvaient être **fournis** aux organisation3 non gouvernementales sud-africaines appliquant une politique clairement anti-apartheid, que les syndicats pouvaient **chercher** à établir des consultations sur la question par l'intermédiaire de **l'OIT**, qu'ils pouvaient essayer de se mettre en rapport avec d'autres organisations non gouvernementales africaines s'occupant du SIDA et que **l'OMS** pourrait souligner l'urgence de la situation **créée** par le SIDA en Afrique du Sud lors de ses contacts avec les organes gouvernementaux. Ultérieurement, **l'OMS** a financé une réunion d'organisations non gouvernementales d'Afrique australe qui **s'est** tenue à Harare en mai 1990 au cours de laquelle a **été créé** le Southern African Network of AIDS Service Organizations (SANASO), groupe multiracial au service des organisations non gouvernementales s'occupant du SIDA dans tous les pays d'Afrique australe. **L'OMS** a aussi fait un don à OXFAM au profit du projet "Puppets against AIDS", qui a été extrêmement bien accueilli par les collectivités d'Afrique australe et dans le monde entier comme un moyen novateur et extrêmement attrayant de faire comprendre la gravité du SIDA et de parler de la sexualité et des préservatifs. En général, le Programme mondial de lutte contre le SIDA s'efforce d'échanger de manière informelle des informations avec les organisations non gouvernementales internationales qui oeuvrent en Afrique du Sud et ont une position clairement anti-apartheid.

Q. Banque mondiale

101. L'Afrique du Sud est membre de la Banque internationale pour la **reconstruction** et le développement (BIRD) et est à jour de **ses** contributions; elle est **aussi** membre contribuant de l'Association internationale de développement (IDA). La Banque n'a eu aucune relation opérationnelle avec le Gouvernement sud-africain depuis 1966, année où elle a accordé **son** dernier prêt à ce pays. ^{Tous} **les** prêts ont **été** remboursés. Depuis le début des années 70, l'Afrique du Sud n'est plus représentée au Conseil des **administrateurs** mais elle a un représentant résident principal auprès du FMI et de la Banque mondiale.

102. L'ébauche d'une évolution politique en Afrique du Sud a incité la Banque à lancer un programme de **caractère** économique et sectoriel au début de 1990. Ce programme est essentiellement conçu pour l'après-apartheid. Un petit nombre de personnes seulement ont **été** affectées à **son** exécution qui vise surtout à i) établir des contacts très divers, ii) constituer une base de **données** économiques et sociales fiables, iii) lancer une série d'**études** sur **l'économie** en général et les zones urbaines et l'éducation, iv) faire connaître l'expérience acquise par la Banque à l'échelon mondial, notamment en organisant des séminaires sur le rapport sur le développement dans le monde de 1990 consacré à la pauvreté.

103. Le programme de la Banque mondiale a été approuvé par le Gouvernement et les principaux groupes noirs d'opposition et, **à cette occasion, les** représentants de la **Banque** ont eu des contacts représentatifs de tendances très diverses avec des services de **l'Etat** et des partis politiques noirs, des représentants des milieux d'affaires et des universités ainsi que de fondations et d'autres organisations non gouvernementales.

104. Par ce programme, **la** Banque veut surtout se préparer **à** aider un prochain gouvernement **à** s'engager sur la voie d'une croissance économique plus rapide, tirant mieux parti des ressources humaines tout en assurant une large redistribution. De nombreux secteurs économiques font l'objet d'études : stabilisation macro-économique, possibilités de modifier le niveau et la composition des dépenses publiques, politique industrielle, salaires et emploi. Plusieurs documents de travail officieux sont en préparation et un rapport de synthèse sera terminé à la fin de **l'année** civile 1991. Ensuite, la Banque examinera le **rôle** du système financier et sa capacité **à** orienter l'épargne vers l'investissement privé. Elle étudiera aussi un ensemble de questions industrielles, y compris les incitations à la création d'entreprises par des Noirs.

105. Dans le domaine de l'urbanisation, la Banque examine des questions très diverses liées au mauvais fonctionnement des services chargés de fournir des logements et des services aux Sud-Africains noirs. Les possibilités de restructuration des administrations locales ainsi que d'une meilleure utilisation des fonds réservés au logement sont **à** l'étude. Dans le domaine de l'éducation, la Banque en est encore au stade exploratoire mais elle compte établir un rapport officieux qui servira de base de discussion aux nombreux groupes qui s'efforcent de présenter une stratégie cohérente de développement de l'éducation.

106. Le secteur agricole n'a fait jusqu'à présent que l'objet d'études **préliminaires**; la Banque approfondira ses recherches l'année prochaine en évaluant les incidences **éventuelles** de l'agriculture sur la répartition du revenu, d'autant que cette activité peut absorber **une** grande quantité de main-d'oeuvre.

107. Pour l'instant, la Banque mondiale n'a pas l'intention de préparer des projets ni de fournir une assistance technique directe au Gouvernement tant **que : a)** un tel revirement ne sera pas largement souhaité en Afrique du Sud **même**, ainsi que par les actionnaires de la Banque; et **b)** il n'y aura pas d'accord suffisant au sujet **des** questions économiques fondamentales dans chaque secteur.

108. La Banque mondiale compte fournir une assistance technique **à** des groupes non gouvernementaux pour les aider **à** créer un institut indépendant de recherche économique **à** l'université du Cap. Elle a entamé une étude de faisabilité et voudrait définir **la** structure et les objectifs de cet institut en collaboration étroite avec des **conseillers** issus des universités, les grandes sociétés et les organismes d'affaires noirs ainsi que des organismes internationaux d'aide. La part que pourrait prendre la Banque et son institut

de **développement** économique à la formation des Sud-Africains noirs fait **actuellement** l'objet de discussions avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes d'assistance.

109. Parallèlement, la Banque adapte une grande partie de ses activités intéressant l'économie des pays d'Afrique australe à l'évolution géopolitique par exemple, au Lesotho et au Swaziland, son assistance vise **maintenant à** tirer parti des possibilités nouvelles et **à** réduire les risques résultant de l'évolution des relations entre **ces** pays et l'Afrique du Sud. Les importants travaux consacrés par la Banque **et** la Conférence de coordination du **développement** de l'Afrique **australe à** la viabilité financière des couloirs de circulation dans la région **sont** Complétés par ceux de la Communauté économique européenne (CEE) afin d'examiner les perspectives de renforcement des liens avec le secteur des transports en Afrique du Sud. Le programme d'assistance **à** la gestion du secteur énergétique du **PNUD/Banque** mondiale travaille **en** collaboration avec la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe et le service public de l'électricité d'Afrique du Sud **à** l'élaboration de plans d'extension du réseau régional d'interconnexion électriques. Récemment, la **Banque**, en collaboration avec la CEE, a lancé une vaste **étude** pour réévaluer les possibilités d'intégration régionale à la lumière des changements politiques. Elle oeuvre étroitement avec la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe et la Banque africaine de développement.

R. Fonds monétaire **international**

110. L'Afrique du Sud est **membre** de longue date du Fonds monétaire **international** et a 1% **même** droit d'accès aux mécanismes et aux ressources du fonds que les autres **membres** jouissant d'un bon crédit. Les derniers achats effectués par l'Afrique du Sud auprès du Fonds remontent au début des années 80. Depuis, les contacts du Fonds avec l'Afrique du Sud **se** sont principalement résumés aux consultations au titre de l'article IV, que le Fonds tient avec **tous ses membres à** intervalles réguliers. **À ces** occasions, dans ses rapports officiels et les discussions au Conseil d'administration, le Fonds a fait des observations concernant la politique macro-économique de l'Afrique du Sud notamment les effets pernicioeux de l'apartheid **sur** l'activité économique et sociale. La dernière visite de fonctionnaires du FMI en Afrique du Sud dans le cadre du processus de consultation a eu lieu en août 1991.

111. Indépendamment du cycle annuel de consultation au titre de l'article IV, 1% Fonds a récemment donné son avis aux autorités sud-africaines sur certaines questions fiscales. Il compte que ses prochaines discussions avec ce pays seront consacrées à l'établissement d'une politique macro-économique à moyen terme, et particulièrement d'une politique budgétaire, visant **à** résoudre les problèmes sociaux urgents tout en encourageant la croissance de la production et de l'emploi. Le Fonds espère avoir des contacts de plus en plus étroits avec des particuliers et des établissements **représentant** très largement les secteurs publics et privés afin de jouer un rôle positif en Afrique du Sud pendant la période **de transition et au-delà**. Il voudrait aussi établir une plus grande coordination avec la BIRD lorsque celle-ci reprendra ses activités en Afrique du Sud afin de mieux harmoniser les conseils que les deux organismes donneront **à** l'Afrique du Sud.

S. Union Postale universelle

112. En 1984, l'Union postale universelle (UPU) a **décidé** que l'Afrique du Sud ne pouvait pas être **réadmise aussi** longtemps qu'elle continuerait à pratiquer la politique d'apartheid. En conséquence, elle ne prévoit pour l'instant aucune activité de coopération technique.

T. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

113. Dans le contexte de son programme de coopération pour le développement, **l'Organisation** mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) accorde depuis 1981 des bourses de formation aux représentants des mouvements de libération d'Afrique du Sud reconnus par **l'OUA**.

U. Agence internationale de l'énergie atomique

114. L'Afrique du Sud est devenue **membre** de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en 1957. Pendant de nombreuses années, la Conférence générale de **l'AIEA** a renouvelé à l'Afrique du Sud ses demandes visant à ce que celle-ci soumette toutes ses activités nucléaires aux garanties de l'Agence. En juin 1987, le Conseil des gouverneurs a proposé que l'exercice des droits et des privilèges de **membre** de l'Agence soient suspendus tant que l'Afrique du Sud n'accéderait pas à cette demande. L'Afrique du Sud a adhéré au Traité sur la non-prolifération des **armes** nucléaires (TNP) le 10 juillet 1991. Le 16 septembre 1991, elle a signé les accords de garanties prévus par le TNP qui sont entrés en vigueur à la date de la signature.

Notes

a/ Pour un compte rendu complet des résultats de la Conférence, voir A/AC.115/L.678.

b/ E/ICEF/198 /P/L.3.

c/ E/ICEF/P/L.42.

d/ Voir Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture - Troisième plan à moyen terme, par. 413, et résolution 25 [C/4/107, par. 3 b)].

e/ A/AC.115/L.678, par. 25 et 26.

f/ Voir Etudes et documents sur le grand programme 1, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, DEP/90/WS, janvier 1990.

ANNEXE II

Décision 1991/7 du Comité administratif de coordinationCoordination de l'attitude des organismes des Nations Unies à l'égard des Questions relatives à l'Afrique du Sud

Le Comité administratif de coordination a décidé d'adopter les lignes directrices suivantes pour coordonner l'attitude des organismes des Nations Unies à l'égard des questions relatives à l'Afrique du Sud :

a) Respect des résolutions antérieures de l'Assemblée générale : La majorité des organisations appartenant au CAC, interrogées par le Comité **d'organisation** en 1966 et ultérieurement, ont signalé qu'en réponse aux résolutions de l'Assemblée générale, elles **s'étaient**, à des degrés divers, mises en devoir :

- i) De se dessaisir d'actions et d'obligations de sociétés, y compris les sociétés transnationales, qui ont des activités en Afrique du Sud et de n'accorder à celles-ci ni contrats ni facilités;
- ii) De clore leurs comptes et de cesser toutes relations d'affaires avec les banques et autres établissements financiers établis en Afrique du Sud ou collaborant avec ce pays;
- iii) **De** s'abstenir d'acheter des produits sud-africains;
- iv) D'interdire l'utilisation des lignes aériennes ou compagnies de navigation sud-africaines pour les voyages autorisés;
- v) De prêter une attention toute particulière aux besoins des victimes de l'apartheid des Etats de première ligne et des mouvements de libération reconnus par l'Organisation de l'unité africaine;
- vi) De publier et diffuser des renseignements sur l'apartheid;

Compte dûment tenu des exceptions stipulées ci-dessous, les organismes des Nations Unies continueront de s'en tenir à cette ligne de conduite en réponse aux résolutions de l'Assemblée générale. Dans chaque cas où il sera **jugé** nécessaire de se départir des mandats ou des pratiques antérieures, il y aura coordination avec le **Cabinet** du Secrétaire général.

b) **Programmes/projets** : Les programmes et les projets des organismes des Nations Unies devront jusqu'à nouvel ordre être limités aux objectifs énoncés dans les résolutions **44/244** et **45/176** de l'Assemblée générale, en date du 17 septembre 1990 et du 19 décembre 1990 respectivement, ainsi qu'aux mandats pertinents fixés par les autorités compétentes **desdits** organismes. Ces programmes ou projets seront formulés de telle sorte que (exception faite des projets humanitaires comme ceux du HCR) leur exécution n'entraîne pas une présence permanente des Nations Unies en Afrique du Sud. Pour permettre une

approche concertée, les organismes appartenant au CAC doivent **informer le** Cabinet du Secrétaire général de toutes les demandes d'assistance qui leur sont adressées par les **mouvements** de libération ou autres organisations et lui fournir tous les **éléments** requis pour qu'il puisse établir le rapport que le Secrétaire général doit soumettre **à** l'Assemblée générale **à** sa quarante-sixième session conformément à la **résolution 45/176 A**:

c) Voyages : Le Cabinet du Secrétaire **général** doit être informé au préalable de tout voyage en mission **à** destination de l'Afrique du Sud de fonctionnaires appartenant **à** des organisations qui appliquent le **régime commun** des Nations Unies. A titre de directive générale, ces voyages autorisés ne devront avoir lieu que dans le cadre des objectifs d'assistance énoncés dans des résolutions récentes de l'Assemblée générale relatives **à** l'Afrique du Sud ou conformément aux mandats respectifs des organisations appartenant au **CAC**;

d) Le Centre contre l'apartheid doit préparer, en consultation avec les institutions intéressées et les organisations régionales **concernées**, une évaluation préliminaire des incidences que pourrait avoir l'évolution politique en Afrique du Sud ainsi que des besoins économiques et sociaux des populations à faible revenu de ce pays et des économies des pays voisins.

— — — — —